

RÉPONSE DE L. GOLDNER
AUX COMMENTAIRES
DE *TEMPS CRITIQUES*¹

(mars 2008)

Je remercie d'abord Jacques W. d'avoir discuté « critiquement » mon article sur *Le Capital Fictif*, (2003) et je suis désolé de répondre si tard. Mais comme les mois écoulés depuis l'émission de sa critique, et surtout les neuf derniers mois ont vu la plus grande crise du capital financier (et forcément donc du capital fictif) depuis 1929 – c'est peut-être un bon moment de reprendre la discussion. Je ne peux pas répondre intégralement à tous les éléments d'une critique aussi longue que mon article et donc je ne répondrai qu'à certains points soulevés.

Nous autres américains avons peut-être une tendance à un empirisme moins élégant que la fine théorisation de l'article de Jacques, (et la traduction française du mien était déjà une version abrégée de 50% de l'original anglais) et donc je commencerai en réarticulant aussi brièvement que possible mon analyse.

Nous vivons ces mois-ci la fin de l'époque capitaliste qui a commencée en 1944-1947 avec l'établissement du dollar américain, souscrit par l'endettement de l'État américain, comme monnaie internationale de réserve. L'émission de dollars par l'État américain a d'abord été une source indispensable de liquidité pour la phase de reconstruction de la II^e Guerre Mondiale (1945-1958). Le rôle global du dollar a dépassé en profondeur celui de la livre britannique dans la phase précédente (1815-1945), dans la mesure où, à partir de 1958, un déficit perpétuel de la balance de paiements américains a été recyclé vers les marchés financiers américains, permettant aux États-Unis de continuer à faire tourner

1 – Ces commentaires datent d'Avril 2007. Nous ne les reproduisons pas ici car ils sont sur le site de la revue et ils ont aussi été utilisés sous des formes appropriées et parfois développées dans *Après la révolution du capital*, p. 181-189 et *Crise financière et capital fictif*, p. 21-34.

Pour la réponse de Loren, j'ai opéré (JW) quelques modifications d'orthographe ou de syntaxe, mais je remercie Loren d'avoir fait l'effort de nous répondre en français. Enfin, j'ai aussi précisé (parce que Loren ne pouvait le savoir, quand c'était moi-même (JW) ou Jacques Guigou (JG) qui intervenait dans la discussion.

les rouages du crédit intérieur, de consommer au-delà de ses moyens, et de gonfler le monde avec une somme « accélérante » de dollars qui ne correspondaient à aucune valeur réelle dans l'économie mondiale. Des dettes de l'État américain, enfin, qui ne seront jamais remboursées, représentant un tribut du reste du monde au capital américain. L'inflation accélérerait aux États-Unis, dévalorisant les dollars détenus à l'étranger et leur statut de « papier-or » ; donc en 1971-1973, les États-Unis ont unilatéralement décrété la dissolution du rapport (intenablement artificiel) dollar-or, et à partir de ce moment le monde était sur un nouvel étalon de « papier-papier » émis par le Trésor américain.

Le capital fictif dans le monde d'après 1945 ne se limite guère à cette bulle d'air de dollars tenus à l'étranger (qu'on estime aujourd'hui à \$4-5 trillions : \$12-13 trillions au total, moins \$8 trillions d'investissements américains à l'étranger) mais c'est une condition *sine qua non* pour la reflation perpétuelle par laquelle les capitalistes ont regonflé apparemment infiniment l'économie mondiale depuis les années 1960, surtout au cours des récessions de 1973-75, 1979-82, 1990-91 et à partir de l'écroulement boursier de 2000-2003.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, et massivement, c'est la capacité ou l'incapacité du dollar de continuer d'être le « dénominateur commun » de l'économie mondiale, la monnaie de réserve principale, l'approximation en papier (et là encore) du rôle de l'or entre 1815-1945 ou même entre 1945-1973.

Tout ce qui précède n'a rien de particulièrement marxiste et peu de marxistes, avant les années 1970, se sont occupés de cette dimension de l'accumulation mondiale. Soit. Mais c'est (pour employer le vocabulaire de Jacques) un « niveau » du problème incontournable pour arriver à une analyse concrète de l'actualité, une fois insérée dans un vrai cadre de la critique de l'économie politique. Et c'est un niveau plus ou moins absent de la réponse de Jacques.

Cela dit, je me pencherai maintenant sur les points de son article auxquels je me sens capable de répondre.

JW : (Loren) ne semble toutefois pas franchir le pas qui le conduirait à adopter la notion camattienne de « mort potentielle du capital ». Il ne peut le faire car cela viendrait anéantir son modèle du capital fictif comme pillage des espaces de non reproduction globale du système réalisé grâce aux titres de propriété.

des vieux immeubles de New York qui, mêmes délabrés, fournissent non seulement des loyers conséquents, mais surtout permettent d'opérer un incrément de valeur car ils restent « des actifs », du capital mobilisable et valorisable dans le procès A,M,A'. La déflation mondiale actuelle est pour Goldner l'indicateur du procès de destruction/pollution/pillage qui ne permet plus au capital de reproduire son exploitation de la nature.

LG : Je ne franchis pas ce pas car je considère la notion camattienne comme une abstraction théorique détachée de toute analyse du réel. Y'a-t-il ce pillage ou non ?

JW : Loren rejoint ici, sans le dire, les critiques réformistes de l'économie en terme de « développement durable » et « d'externalités négatives » des écologistes, mais en utilisant dans leur acception marxiste, les notions de valeur et de propriété. En effet, pour lui, le capitalisme contemporain n'aurait pas encore sombré dans « la dégringolade déflationniste » car « la combinaison de la valeur excédentaire et du pillage soutient les titres papier qu'il invente ».

LG : Enfin, oui je crois qu'il y a non-reproduction (destruction) de l'environnement par l'accumulation mondiale. J'ai dit dans mon article (et ailleurs) que les frais de cette destruction doivent être payés soit par l'entreprise immédiate, ou par la « société » dans son ensemble, ou pas payés du tout (comme c'est souvent le cas). Les matières premières viennent à l'origine « gratuitement » au capital, mais (comme le dit Marx dans les *Manuscrits de 1844*) « l'animal ne reproduit que sa propre nature mais l'homme reproduit la nature dans son ensemble » : les frais de la reproduction de la nature sont soit payés par la société en question, soit non payés, menant à l'épuisement de l'environnement à un niveau donné de production et reproduction. Si je dis certaines choses qui sont aussi dites par des écologistes, on peut remarquer que Ptolémée, Newton et Einstein ont tous les trois parlé de l'astronomie sans que leurs cadres théoriques respectifs se recouvrent.

JG : La propriété foncière, puis la propriété industrielle ont été successivement vidées de leur capacité de valorisation ; la première dans la période de domination formelle du capital (épuisement de la domination de la classe des propriétaires), la seconde dans la période de domination réelle (englobement de la classe du travail). Avec l'épuisement de la dialectique des classes, le capital s'est affranchi de la nécessité dans laquelle il était de se référer à un titre de propriété. C'est d'ailleurs ce processus d'abstraction du capital qui a permis à Marx de parler de capital fictif. Certes, Marx conserve l'implication foncière de la valorisation. Ce n'est plus le cas pour les théories du capital fictif élaborées à partir de la crise de la valeur-travail après 1968 ; celle de la revue *Invariance* notamment.

LG : Encore une fois, je n'accepte pas ces élaborations d'*Invariance* ou d'autres, surtout parce qu'elles sont des affirmations sans recherches concrètes pour les fonder. Si l'on ne croit pas que les titres de propriétés capitalistes ont été vidés de leur capacité de valorisation, venez voir les taudis de New York ou n'importe quelle autre vieille ville américaine, où des titres de propriété valant des milliards sont basés sur des immeubles écroulés dont on réussit à tirer des loyers exorbitants.

JG : L'absence d'une analyse historique de la propriété dans la dynamique du capitalisme constitue le point aveugle de cette intéressante contribution de Goldner à la notion de Capital fictif.

LG : Là, Jacques Guigou méconnaît (à mon avis) mon propos. Les titres capitalistes (qui ont été multipliés apparemment à l'infini depuis les années 80) sont des droits à une partie du profit, intérêt et rente foncière, et participent au mouvement général du capital Argent-Marchandise-Argent élargi (A-M-A'). En quoi ce processus a cessé d'exister (quoi qu'en dise Camatte et Cie) dans l'actualité me dépasse complètement. Ces titres doivent constamment passer par le processus de production et de reproduction matérielle pour se faire valoriser, ou ils cessent d'être du capital².

JG : Mais revenons à l'articulation par niveaux. Loren reconnaît qu'il y a réactivation de formes proto-capitalistes, mais il est peu pertinent de les nommer dans ces termes car elles sont aujourd'hui des formes modernes dans le cadre de leur articulation au sein du procès de totalisation du capital.

LG : Appelez-les ce que vous voulez ; des pirates vénitiens du XI^e siècle jusqu'au retour de l'esclavage d'aujourd'hui (Brésil, Caraïbes), le capitalisme a toujours maintenu une dimension de « non-échange d'équivalents » à côté des processus de valorisation classiques décrits dans les tomes I et II du Capital. La propriété immobilière et les titres de la rente foncière ont été développés à Florence (par exemple) au XIII^e siècle, longtemps avant l'instauration intégrale du mode de production capitaliste.

2 – Nous revenons sur cette question de la propriété dans notre article « Capital, capitalisme et société capitalisée ».

JW : Dans ces deux cas, l'analyse pense le capital que comme une forme réelle qui ne peut prendre une forme fictive alors que justement le capital fictif peut seul permettre au capital de se dépasser et se développer au-delà de ses limites productives. Dans cette optique, c'est tout le matériel conceptuel de la loi de la valeur qui s'écroule, ce que ne semble pas vraiment percevoir Loren. Dès 1972, J.-L. Darlet⁵, en tirait une conclusion importante : « Le capital peut être en crise sans que cette crise soit une crise de la production et, comme corollaire, ce qui peut apparaître comme crise de la production n'est plus forcément une crise grave du capital ». On comprend bien que cela puisse être négligé et par les tenants de la non transcendance des luttes et par les partisans d'une lutte de classes, certes constante, mais qui ne peut jamais donner que ce qu'elle a dans le ventre et pas plus. En effet, ces deux positions, à partir de prémisses théoriques opposées conduisent à une même conclusion qui est que les conditions objectives doivent être présentes pour que les pratiques prennent sens révolutionnaire.

LG : La crise actuelle est une crise de reproduction à l'échelle mondiale, ou l'élargissement du capital va de pair avec la régression matérielle de l'humanité et de son environnement. Le capital sans processus de valorisation à travers cette reproduction (ou, actuellement, non-reproduction) n'est plus le capital, quoi qu'en disent les affirmations théoriques brillantes et sans rapport avec la destruction massive des dernières décennies.

En complément courriel de JG à JW (30/03/2008)

Cette réponse est très intéressante car elle (re)pose la question du rapport entre théorie et vérification empirique des phénomènes. Par exemple : les titres de propriété (ici immobilière) sont-ils aujourd'hui nécessaires pour réaliser de la « création de valeur » ? Non, disent Camatte et *Temps critiques*. Oui, dit Goldner qui illustre sa démonstration sur le cas

verse : tendance immédiate à la déflation et crainte d'une reprise de l'inflation. Sur ces points on pourra se reporter à l'article de JW sur la crise actuelle.

5– J.-L. DARLET, « Au-delà de la valeur, la surfusion du capital », *Invariance*, 1972, série II, n° 2.

tion et dévalorisation et on peut donc abandonner le terme de valeur au sens marxiste, pour dire qu'aujourd'hui, c'est tout bonnement le capital qui attribue la valeur.

LG : Encore une fois, ce ne sont que des affirmations. L'idée que, à l'échelle globale, les titres au profit, à l'intérêt et à la rente foncière ne passent plus par le mouvement classiques A-M-A' me semble sans fondement. Il suffit de regarder le rôle de la Chine, surtout depuis dix ans, pour se défaire d'une telle idée.

JW : Le fait que l'articulation entre les trois niveaux fonctionne avec une prédominance du niveau I et donc avec, comme nous l'avons dit, une domination du capital sur la valeur, rend illusoire la vision de Loren, d'un mouvement déflationniste réduisant l'écart entre prix et valeur et prononçant l'échec final du capitalisme. Son analyse relativement hétérodoxe du capital fictif le conduit malheureusement à des conclusions parfaitement orthodoxes du point de vue du dogme marxiste et de l'économie politique en général. Cette dernière, en effet est bâtie sur la théorie de l'équilibre et finalement « l'économie marxiste » (horrible mot !) s'y rattache en développant la théorie d'un inéluctable déséquilibre à venir (la crise finale du capitalisme).

LG : Je ne me sers JAMAIS du terme « l'échec final » et encore moins de « l'économie marxiste ». Si vous ne croyez pas que l'économie mondiale actuelle soit hantée par le spectre de la déflation (qui est actuellement en cours dans l'énorme marché immobilier américain – et plus récemment l'espagnol – qui à son tour est la base d'une pyramide encore plus grande d'endettement mondial, déclenchant les crises financières jusqu'en Islande, etc.) je ne sais pas ce que c'est qu'une déflation. Oui, l'avenir immédiat va à l'inflation comme résultat des tentatives de plus en plus désespérées d'arrêter la dévalorisation, mais tôt ou tard cette dernière s'imposera⁴.

4 – Nous n'avons pas commenté directement ce passage mais il semble particulièrement obscur. En effet Loren Goldner bâtit tout son développement sur la base de la tendance à la déflation pour nous dire que l'avenir immédiat c'est l'inflation ! Certes le point commun aux deux mouvements de sens contraire en apparence, c'est que pour la théorie marxiste, dans les deux cas il y a bien dévalorisation. Mais cela suppose en revanche que l'on conçoive la valorisation comme se faisant toujours à partir des secteurs II et III et non dans un procès d'ensemble articulé par le secteur I. Accessoirement, c'est aussi négliger les statistiques présentes qui font état d'un mouvement in-

JW : Résumons-nous : dans le niveau I, le capital domine la valeur dans la mesure où il s'autonomise de sa forme valeur pour revêtir n'importe quelle forme, y compris celle du capital fictif. Dans le niveau II, il y a tendance à l'autonomisation de la valeur, ce qu'un fin marxiste comme Paul Mattick Jr reconnaît dans son commentaire des mini krachs boursiers de 1987 et 1989 : « Si on en est là, c'est tout simplement parce que l'économie capitaliste n'est plus en expansion en tant qu'économie capitaliste »³. C'est reconnaître que l'accumulation se fait en partie en dehors de la sphère productive et qu'elle correspond donc à une accumulation de valeur fictive. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y a « échappement » de la valeur puisque ce processus reste sous le contrôle du niveau I.

LG : Si l'on veut dire par là que le capital s'auto-cannibalisant (comme on le connaît aujourd'hui) n'est plus le capitalisme (comme l'économie nazie de 1933-1945 s'auto-cannibalisait), d'accord, trouvons (comme dans le point précédent) un autre terme. Pour ma part, je préfère parler de « rétrogression » capitaliste, le moment (indiqué par Marx dans le *Manifeste*) ou le système risque d'entraîner « l'épuisement mutuel des classes opposées ».

JW : C'est ce que Loren dit quand il lie augmentation du capital fixe et dévalorisation du capital fixe dans le « système clos », mais le problème reste qu'il l'envisage toujours dans les termes de la loi de la valeur, ce qui nous semble faire preuve d'incohérence.

LG : Oui, en effet. Il suffit de regarder la sphère de la haute technologie pour voir, en quelques mois parfois, le même mécanisme de dévalorisation du capital fixe par les innovations de productivité supérieures. Ou est l'incohérence ?

JW : On peut essayer de resituer cette modélisation théorique au sein du mouvement historique. Chez Marx, le capital fictif concerne surtout le développement du capital par actions, les traites, etc. Autant de catégories qui ressortent plutôt du capital financier. Cette conception ne

3 – C'est ce dont j'essaie (JW) de rendre compte avec l'expression de « reproduction rétrécie » (cf. mon article sur la crise dans ce même numéro 15 et aussi « Capital, capitalisme et société capitalisée » où nous essayons de confronter cette notion avec celle de rétrogression.

conduit donc pas encore à une transformation même du concept de capital quand la valeur n'est plus qu'une simple représentation. Pour Marx le capital n'est encore qu'une variable extérieure (dans *Le Capital*, elle n'apparaît qu'au livre III comme le signale Loren), mais à son époque le système de crédit ne peut vraiment être appelé capital fictif car il repose encore sur la couverture de l'étalon-or. Le mouvement du capital fixe est forcément pro-cyclique et le capital fictif participe de la valorisation dans la mesure où il ne fait que l'anticiper : l'écart entre prix et valeur est alors normal, mais dès qu'il y a dysfonctionnement, le capital fictif resterait pro-cyclique (dit autrement, il épouse toujours le sens du cycle) et donc constituerait un facteur aggravant de la surproduction et de la spéculation comme l'a montré la crise de 1929. Cela se terminerait par une déflation telle que les prix se réalignent sur le niveau des valeurs. Toute l'analyse s'effectue dans les présupposés de l'économie classique reprise par Marx, c'est-à-dire sur une conception de la monnaie simple voile et moyen de l'échange.

C'est ce présupposé que Keynes met à mal avec l'idée de la monnaie comme agent actif, de la monnaie comme désirable en elle-même. Il se place résolument du point de vue de la demande (consommation + investissement) et non de l'offre (la production). Le capital fictif devient alors, dans cette perspective, non un élément de la crise mais un élément de sortie de crise, un élément contra-cyclique par injection de l'extérieur du circuit du marché, de liquidités qui autrement n'y seraient pas entrées. C'est ce qui sera appliqué dans le New Deal rooseveltien, mais aussi dans les fascismes, puis par tous les pays pendant la période 1945-1975.

LG : Il est vrai que du temps de Marx le capital fictif était relativement marginal. Mais il est faux de dire que pour Marx (à la différence de Ricardo par exemple) l'argent n'était qu'un simple voile. Les chapitres du milieu du Livre III sur les crises monétaires (de la livre) et de l'action de la Banque d'Angleterre montrent en quoi, déjà à cette époque, Marx comprenait que l'argent était actif en permettant d'élargir la reproduction. « La limite du capitalisme ne se trouve pas dans la production, ou tout au plus dans un sens très élastique ». « L'élasticité » du capital vient précisément de l'action de l'argent.

JW : C'est une dernière tentative du capital de dominer à travers le travail (*cf.* Les politiques de plein-emploi). Pendant cette période, le

niveau II reste prédominant, mais déjà le rôle interventionniste et régulateur de l'État, comme l'action des banques sont des éléments clés des transformations structurelles du niveau II. Par exemple, en France, la restructuration gaulliste de l'appareil productif, ainsi que son ouverture puis son insertion au sein de la CEE, donnent lieu à une refonte complète du système des banques (nationalisation des quatre grandes banques de dépôt, fin de la division stricte entre banques de dépôts et banques d'affaires, mensualisation et virement automatique des salaires qui viennent gonfler les dépôts et donc les possibilités de crédit). La crise des années 73-74, révélée par le doublement du prix du baril de pétrole, conduit à une dernière tentative de sauver la primauté du niveau II en menant d'une part une politique anti-inflationniste de crédit cher et de désendettement et de l'autre, une politique d'attaque contre la valeur de la force de travail de façon à inverser la tendance antérieure des « Trente glorieuses » à un partage de la valeur ajoutée plutôt favorable aux salaires.

Mais presque parallèlement, on voit se mettre en place tout un panel de mesures : premièrement une inconvertibilité du dollar (1971) qui consacre l'absence de limite au développement du capital fictif. Celui-ci n'a plus désormais de référent objectif. Le dollar flotte à la baisse ou à la hausse mais domine. Il s'affirme alors comme valeur fictive qui ne repose que sur la confiance et non pas sur les taux de profit ! ; deuxièmement, mise en place de changes flottants et de droits de tirages spéciaux, consacrant la part déterminante prise par le capital fictif dans la valorisation ; troisièmement, création d'une organisation mondiale du commerce (OMC) ; quatrièmement, des rencontres entre États dominants (après l'écroulement du bloc de l'Est : G7 puis G8). Ces mesures s'accompagnent de deux phénomènes : un déclin du marché bancaire au profit du marché financier (globalisation) et une tendance à « la valeur sans le travail » dans le niveau II. Tout cet ensemble consacre une perte de centralité du niveau II au profit du niveau I dans le procès de totalisation du capital. Le capital, c'était la valeur en procès, mais il apparaît maintenant que pour le capital, la valeur c'est le capital en procès ! Ce procès est le mouvement général du capital et non pas le seul procès de travail. Il est donc aberrant de parler du capital financier en tant que parasite du capital productif car aucune catégorie du capital ne s'autonomise vraiment, mais toutes sont des figures de la totalité du capital sur longue période. Il n'y a plus à parler en termes de valorisa-